

Robinson, Ronald (ed.), *Developing the Third World : The Experience of the Nineteen Sixties*, Londres et Cambridge, University Press of Cambridge, Mass., 1971, 289 p. + viii.

Fakhari A. Siddiqui

Volume 2, numéro 4, 1971

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/700160ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/700160ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Siddiqui, F. A. (1971). Compte rendu de [Robinson, Ronald (ed.), *Developing the Third World : The Experience of the Nineteen Sixties*, Londres et Cambridge, University Press of Cambridge, Mass., 1971, 289 p. + viii.] *Études internationales*, 2(4), 712–714. <https://doi.org/10.7202/700160ar>

de la coopération entre les pays européens indépendamment de leur régime économique et social.

Sur tous ces points, les auteurs se préoccupent avant tout de dégager les intérêts des parties en cause et de déceler leurs motivations profondes, exercice qui n'est pas exempt de procès d'intentions à l'égard de l'URSS, ni de plaidoyers *pro domo* en faveur des États-Unis. Le moins qu'on puisse dire est que les responsabilités quant à l'origine du « grand schisme » et aux développements de la guerre froide sont inégalement réparties. Par ailleurs, les jugements portés sur la politique extérieure de la France, sont empreints d'un ressentiment profond, à l'égard du général de Gaulle et ne contribueront pas à dissiper les malentendus qu'il a fait naître outre-Atlantique (cf. notamment pp. 12-15 ; 30sq.). Toutefois ces parti-pris ne mettent pas en cause leur option en faveur d'arrangements avec les pays socialistes et nombre de leurs suggestions méritent un examen attentif, surtout celles qui ont trait à la réduction des forces armées que l'URSS est désormais disposée à envisager. Leurs vues sur l'avenir des relations entre les deux États allemands, le statut de Berlin, l'équilibre militaire en Europe, l'attitude des pays de démocratie populaire vis-à-vis de la conférence, etc., se caractérisent par un réalisme prudent et l'évolution récente a confirmé le bien-fondé de certaines de leurs prévisions. Ainsi des progrès dans la normalisation des rapports entre la RFA et ses voisins orientaux et un règlement satisfaisant à Berlin étaient des préalables à la conférence ; en outre, il était clair que l'élargissement du programme de Prague s'imposait pour obtenir l'adhésion des puissances occidentales.

Depuis que ces conditions sont remplies, les questions de procédure sont devenues prioritaires, mais à cet égard le livre ne contient que de brèves notations et n'accorde pas une place suffisante à la présentation des formules imaginées de part et d'autre pour hâter la préparation de la conférence. S'agissant des institutions à créer pour lui donner un prolongement, MM. Stanley et Whitt se rallient à l'idée d'une commission permanente de sécurité proposée en 1969 par l'Association américaine pour les Nations Unies (« Toward the reconciliation of Europe »). Il eût été équitable de signaler que l'idée est née en Europe et de faire état de ses différentes versions (nous songeons en particu-

lier à la conception de Johann Galtung, explicité dans l'ouvrage *Co-operation in Europe*) quitte à souligner leur incompatibilité avec les intérêts américains. En outre, il convenait d'aborder franchement les problèmes d'équilibre et de prise des décisions au sein de ces organes, du fait de l'appartenance des États-membres à des systèmes juridico-politiques hétérogènes ainsi que de l'inégalité existant entre les deux superpuissances et les autres pays intéressés.

Ces réserves n'entachent nullement la qualité d'un livre qui se recommande par sa clarté, sa rigueur et la richesse de ses annexes documentaires. Le propos des auteurs est de convaincre leurs compatriotes des avantages qu'il y a à s'engager dans la voie d'une solution négociée des problèmes pendants avec l'Est, tout en se gardant bien de faire naître des illusions sur le rythme et la nature des mutations susceptibles de se produire à moyen terme. Compte tenu du poids des États-Unis dans les affaires européennes, ce livre ne s'adresse pas moins aux Européens qui gagneraient à le méditer, ne serait-ce que pour prendre conscience de la diversité des intérêts en présence et pour imaginer des « modèles de sécurité » permettant de surmonter la division du continent au lieu de la perpétuer sous couvert d'une diminution de la confrontation militaire et de l'aménagement du *statu quo* stratégique.

Jean KLEIN

Centre d'études de politique étrangère,
Paris.

ROBINSON, Ronald (ed.), *Developing the Third World: The Experience of the Nineteen Sixties*, Londres et Cambridge, University Press of Cambridge, Mass., 1971, 289p. + viii.

Cet ouvrage réunit des textes sélectionnés présentés lors d'une série de Conférences annuelles sur le développement, tenues à Cambridge (Angleterre), de 1964 à 1968. Outre les seize textes originaux, dont pas plus de la moitié offrent de l'intérêt, on trouve également sept *Rapports de Conférence* de l'éminent professeur Ronald Robinson. Dans ces chapitres, il donne « son opinion personnelle sur l'accord et les divergences » qui ont surgi après étude des différents documents originaux et des propositions des ateliers de travail. Ces textes intéres-

seront celui qui étudie le développement économique, et tout le mérite de cet excellent travail revient au professeur Robinson.

En général, c'est un livre surtout descriptif, qui ne fournit pas de statistiques appropriées, qui manque de cadre théorique et d'analyses rigoureuses. Malgré ces lacunes, le livre a plus de valeur que la plupart de ceux qui résultent de ce genre de conférences.

Le volume se divise en cinq parties. La première donne un bref mais utile compte rendu des problèmes généraux et des perspectives du développement économique. La deuxième et la plus importante traite de l'industrialisation. La troisième partie, le développement rural, aborde des sujets tels que la réforme agraire, le rôle de l'agriculture et les façons d'envisager l'agriculture dans le Tiers-monde. La quatrième partie discute du rôle du gouvernement et examine les problèmes fiscaux et administratifs que pose le développement économique. La cinquième et dernière partie offre une discussion générale des questions et des problèmes concernant l'aide étrangère.

Dans la première partie, sur la « perspective générale », Gerald Meier donne une évaluation de la première moitié de la décennie du développement et nous parle de la lenteur des progrès. Entre autres, Meier attribue les principales difficultés auxquelles doit encore faire face le Tiers-monde, à l'accroissement continu de la population, aux piètres résultats de l'agriculture et à la dépendance constante de l'assistance étrangère. Dans son intéressante discussion sur la planification, il passe en revue quelques-uns des problèmes qui peuvent empêcher la réalisation des nombreux objectifs du plan et recommande la décentralisation de la planification ainsi que le développement du secteur privé. Il reproche aussi à ceux qui planifient « de viser à un trop haut niveau de théorie dans la préparation d'un plan de développement » (p. 28). Contrairement à ses recommandations, qui, de toute façon, ne s'appliquent pas à tous les pays, je n'ai pas l'impression que l'on puisse compter sur le secteur privé pour apporter les changements nécessaires à la structure institutionnelle et sociale, et à la répartition des richesses dans la plupart des pays en voie de développement, surtout ceux qui ont des problèmes démographiques.

La partie sur l'industrialisation traite des questions de priorités à accorder à l'industrie contre l'agriculture, problèmes intéressants mais

qui n'ont pas encore trouvé leur solution. Ikram (du Pakistan) et Ramaswami (de l'Inde) donnent la priorité à l'industrie. Ikram essaie de prouver que, non seulement l'industrie favorise la croissance, mais est encore décisive pour atteindre les objectifs à long terme en ce qui a trait à l'emploi et aux devises étrangères. Ikram fournit de bonnes statistiques sur le Pakistan pour appuyer sa thèse, alors qu'on en trouve très peu dans l'article de Ramaswami. Ce dernier nous déclare que « l'existence d'un grand surplus de main-d'œuvre agricole est la principale raison pour procéder à l'industrialisation de l'Inde » (p. 56).

L'article du Dr Schumacher apporte une « pensée nouvelle ». Il met en garde contre « les deux maux que sont le chômage et l'exode des masses vers les villes », qu'il attribue à l'industrialisation. Il suggère (a), de développer et de faire usage de « technologies moyennes » qui requièrent moins de capital par travailleur et (b), d'adopter une politique d'industrialisation des campagnes sur la base de petites entreprises afin d'augmenter l'emploi et le revenu dans les régions rurales. Ce point de vue est valable quand il s'agit de l'emploi, mais on peut le critiquer car il implique une perte de productivité. Dans le contexte du Tiers-monde, il est difficile de ne pas tenir compte de ceci : « que même un travail qui rapporte peu est encore plus productif que pas de travail du tout » (p. 86).

Peu d'indications nouvelles nous sont fournies dans les troisième et quatrième parties, si l'on excepte le texte de Please sur « la mobilisation des ressources internes au moyen de l'impôt », que l'on trouvera utile et enrichissant.

La dernière partie de l'ouvrage est consacrée à l'aide étrangère. Les sujets abordés sont importants et instructifs. Les articles de Lord Balogh et des professeurs Chenery et Robinson sont particulièrement intéressants. L'article de Lord Balogh présente un cas d'aide bilatérale assez convaincant. Chenery donne une appréciation critique du fonctionnement passé de l'aide et suggère l'établissement d'une série de critères économiques pour servir de base à la politique future. Le professeur Robinson discute du rôle et de l'importance de l'aide, en fait une analyse historique pleine d'intérêt et établit le rapport entre le besoin et l'aide.

Quel enseignement retirons-nous de l'expérience des années soixante ? Peu, j'en ai peur. Les problèmes demeurent ; en termes réels, les

réalisations sont peu nombreuses et beaucoup reste à faire. D'après le professeur Robinson, les derniers efforts de développement ont été des expériences dans le domaine social et dans le domaine économique, et l'on a procédé par tâtonnements. Malheureusement, les résultats indiquent que les expériences couronnées de succès sont vraiment peu nombreuses.

Fakhari A. SIDDIQUI

Université Bishop.

MELMAN, Seymour (ed.), *The War Economy of the United States*, New York, St. Martin's Press, 1971, 247p.

L'influence de Randolph S. Bourne sur la pensée américaine opposée à la guerre n'a probablement jamais été plus importante. Dans son essai intitulé *L'État*, écrit juste avant sa mort en 1918, Bourne disait que la guerre est «... la santé de l'État». De nos jours, ceux qui critiquent l'orientation du développement économique américain ont développé ce thème et ont proposé d'évaluer «la santé de l'État» d'après les sommes d'argent consacrées à la défense nationale et à l'exploration spatiale. Bien que le raisonnement de Bourne soit d'origine intellectuelle, sa mise en accusation des États-Unis diffère à peine du point de vue économique exposé dans la plupart des trente-quatre articles et rapports des lectures de Melman, sur l'industrie et l'économie militaire.

M. Melman soutient que sa compilation est essentielle car les auteurs de manuels sur l'administration économique et industrielle ont omis d'inclure de sérieuses discussions sur la situation prédominante du gouvernement et de ses politiques de dépenses, relativement à l'économie globale des États-Unis. Je suis historien et non économiste. Il serait donc présomptueux de ma part de contester le point de vue de Melman. Après avoir lu ces textes, le message qu'ils transmettent apparaît à la fois évident et terrifiant. Selon la plupart des auteurs, on dupe le peuple américain parce qu'on lui fait croire que l'économie des États-Unis, par rapport aux autres nations commerçantes du monde, est aussi forte qu'elle l'était il y a une vingtaine d'années.

Il est vrai qu'on a injecté des milliards de dollars à l'économie américaine à cause des

dépenses exorbitantes au chapitre de la défense nationale et de l'exploration de l'espace. Mais les auteurs des articles sélectionnés par Melman nous signalent aussitôt, qu'à son tour, ce développement a fait naître d'étranges situations. Il ne nous est guère possible, dans le cadre de cette recension, de discuter les problèmes soulevés dans chacun des ouvrages choisis. Mais deux sujets méritent qu'on s'y attarde davantage. En premier lieu, la production américaine d'articles tels que machines à écrire, outils, bateaux et machinerie lourde électrique a baissé à un taux alarmant. Il fut un temps où (dans les vingt dernières années) les États-Unis produisaient toutes les machines à écrire pour satisfaire la demande de leur marché domestique, tandis qu'à présent ils ne couvrent que 60% de ce besoin. La demande de machines à écrire ne s'est pas sensiblement accrue, mais les compagnies qui, autrefois, manufacturaient ce produit, ont pour le moment détourné une grande partie de leur production pour répondre aux demandes de dépenses du gouvernement pour les programmes de défense et d'exploration de l'espace. En second lieu, les sommes d'argent détournées par le gouvernement pour servir ses fins ne sont pas du tout réalistes, vu la supériorité reconnue des effectifs militaires américains et de ceux utilisés pour l'exploration de l'espace, par rapport aux mêmes programmes des autres nations du monde.

Cet ouvrage ne s'adresse pas au lecteur moyen, mais celui qui désire mieux comprendre le développement économique américain depuis la Seconde Guerre mondiale aura intérêt à le lire attentivement. Les nombreux diagrammes, graphiques et notes infrapaginales pour lecteurs désireux de vérifier l'exactitude des sources, ajoutent une autre dimension à l'ouvrage.

Essentiellement, les arguments soulevés dans ce livre semblent être peu éloignés des opinions des anti-impérialistes à différents moments de l'histoire américaine. Les anti-impérialistes soutenaient que les États-Unis ne devraient pas intervenir dans les affaires des autres nations, alors qu'en Amérique subsistent de sérieux problèmes à résoudre. Les économistes qui ont apporté leur contribution à cet ouvrage proposent sensiblement la même chose, à savoir que l'argent détourné sans nécessité au profit de la défense et des programmes d'exploration spatiale trouverait une meilleure utilisation à soutenir les industries de base américaines et à financer les programmes susceptibles d'aider à